

# GAZA : DERRIÈRE LES MASSACRES, LES PROFITEURS DE GUERRE

Publié le 21 mars 2024 par Nick French



Certains y verraient une première inflexion. Tandis que le Canada décrète la fin des exportations d'armes vers Israël, les États-Unis portent au Conseil de sécurité de l'ONU un projet de résolution pour un « cessez-le-feu immédiat ». Après plus de cinq mois d'un conflit où les tueries de civils se sont produites à un rythme inédit au XXI<sup>e</sup> siècle, le temps de l'impunité est-il terminé pour Israël ? Si l'opinion publique des pays nord-américains et européens semble chaque jour davantage en faveur d'une condamnation des bombardements israéliens, des intérêts économiques veillent à la préservation d'une bonne entente avec le gouvernement de Benjamin Netanyahu. Au-delà des producteurs d'armes, qui profitent directement de la situation, une nébuleuse d'acteurs a intérêt au maintien du statu quo [1].

Les bombardements israéliens sur Gaza ont coûté la vie à plus de 30 000 Palestiniens - selon les chiffres officiels acceptés par les institutions internationales -, dont la grande majorité sont des civils. Parmi eux, au moins 19 000 femmes et enfants. Tandis que les représentants israéliens multipliaient les appels à l'épuration ethnique, l'Afrique du Sud portait une accusation de « génocide » contre Israël devant la Cour internationale de justice (CIJ). Le 26 janvier, celle-ci statuait : il existe un « risque génocidaire », Israël pourrait enfreindre la Convention des Nations Unies sur le génocide. Les États qui le soutiennent militairement pourraient en être complices.

Les semaines suivantes, le gouvernement américain (ainsi que la grande majorité des européens) est demeuré un appui constant de Benjamin Netanyahu, malgré des déclarations inquiètes quant au sort des civils de Gaza. Son projet de résolution à l'ONU appelant à un « cessez-le-feu immédiat » marque peut-être un premier changement d'orientation - après cinq mois d'un soutien *de facto* inconditionnel.

*« Je pense réellement que nous constaterons un bénéfice causé par la hausse des commandes sur l'ensemble de notre portefeuille. »*

*Greg Hayes, PDG de l'entreprise d'armement RTX, le 24 octobre, à propos des bombardements à Gaza*

Entre-temps, l'administration Biden aura requis 14,3 milliards de dollars d'équipement militaire pour Israël - en plus des 3,8 milliards de dollars d'aide que les États-Unis concèdent déjà annuellement. Ce montant a été bloqué par le Congrès, mais Joe Biden l'a contourné à deux reprises en décembre 2023, pour imposer des ventes d'armes à Israël d'une valeur de plus de 200 millions de dollars.

## Aubaine pour les marchands d'armes

De longue date, les opérations israéliennes sur Gaza sont une aubaine pour de nombreuses entreprises de défense basées aux États-Unis. Et elles ne s'en cachent pas. Selon Molly Gott et Derek Seidman, rédacteurs pour le média d'investigation *Eyes on the Ties*, cinq des six plus importants producteurs d'armes au monde sont basés aux États-Unis. Il s'agit de Lockheed Martin, Northrop Grumman, Boeing, General Dynamics et RTX (anciennement Raytheon). Sans surprise, elles ont vu leur cour en Bourse atteindre des sommets lorsque les

bombardements israéliens sur Gaza ont commencé. Le lendemain des attentats du 7 octobre, il avait augmenté de 7 %.

Et les dirigeants de ces entreprises s'en sont publiquement réjouis. Évoquant le conflit lors d'une réunion datant du 24 octobre, le PDG de RTX, Greg Hayes, déclarait : « Je pense réellement que nous constaterons un bénéfice causé par la hausse des commandes sur l'ensemble de notre portefeuille. ». Le lendemain, le Directeur financier et Vice-président exécutif de General Dynamics, Jason Aiken, répondait à une question concernant les opportunités pour son entreprise : « La situation en Israël est terrible [...] Mais si l'on considère le potentiel en termes de hausse de la demande, c'est probablement du côté de l'artillerie que cela aura lieu ».

Il ne fait aucun doute que ces armes sont directement utilisées pour commettre les crimes dont sont victimes les Palestiniens dans la bande de Gaza, ainsi que l'a rapporté Stephen Semler dans Jacobin. Elles incluent des missiles Hellfire, des obus d'artillerie et des fusils d'assaut, mais aussi du phosphore blanc, que Semler décrit comme « une arme incendiaire, capable de brûler à travers la chair, les os et même le métal ». Ce matériau est interdit d'utilisation à proximité des civils par le Protocole III des Conventions de Genève - et l'armée israélienne l'a utilisé à plusieurs reprises.

Mais au-delà des fournisseurs militaires, de nombreuses sociétés américaines ont d'importants investissements en Israël, et profitent directement du conflit - et de l'occupation de la Cisjordanie.

## Au-delà de l'armement

Parmi les entreprises basées aux États-Unis qui ont été visées par les campagnes de boycott, on trouve notamment l'entreprise d'informatique HP, le pétrolier Chevron et la société immobilière RE/MAX. HP fournit du matériel informatique à l'armée et la police d'Israël, ainsi que des serveurs à l'Autorité israélienne de l'immigration et de la population - une entité qui possède un rôle central dans l'occupation de la Cisjordanie, et le maintien d'un régime inégalitaire que de nombreuses associations et institutions onusiennes décrivent comme une forme d'apartheid.

À lire aussi...

[Tribunal de La Haye : jusqu'à quand Israël échappera-t-il au...](#)

Le géant de l'énergie Chevron extrait quant à lui du gaz revendiqué par Israël en Méditerranée orientale, et fournit à l'État israélien des milliards de dollars, afin de payer des licences de gaz. De plus, Chevron est impliqué dans le transfert illégal de gaz égyptien vers Israël, via un pipeline traversant la zone économique exclusive palestinienne à Gaza. Et potentiellement partie prenante du pillage, par Israël, des réserves de gaz palestiniennes en mer au large de la bande de Gaza - un crime de guerre en droit international.

En 2017, un rapport du Centre de recherche sur les entreprises multinationales (CREM), basé à Amsterdam, détaillait le rôle de la société Noble Energy dans la violation des droits des Palestiniens, en lien avec l'extraction de gaz en Méditerranée orientale - l'entreprise a été acquise par Chevron en 2020. Outre sa participation au blocus, qui empêche les autorités de Gaza d'avoir accès aux petites réserves de gaz au large de ses côtes, le CREM rapporte que ses activités d'extraction dans les champs gaziers israéliens pourraient également épuiser les réserves palestiniennes de gaz...

*Les pétroliers ExxonMobil Corporation et Valero ne sont pas en reste par rapport à Chevron, et fournissent sans relâche du carburant aux bombardiers israéliens*



« En ne faisant aucun effort pour s'assurer du consentement des Palestiniens, Noble Energy a manqué de se conformer aux Principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales et aux Principes directeurs des Nations-unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme ». Le rapport poursuit : « L'entreprise a également pu contribuer à la violation du collectif à l'autodétermination. Si le gaz naturel palestinien était effectivement drainé [...], on pourrait soutenir que Noble Energy a participé à un acte de pillage, en violation du droit humanitaire international et du droit pénal. »

RE/MAX commercialise quant à elle des propriétés dans les colonies israéliennes en Cisjordanie. Et a continué à le faire après les attentats du 7 octobre, alors que la violence des colons israéliens ne cessait de s'accroître.

D'autres entreprises américaines ont été désignées les mouvements de boycott : Intel, Google/Alphabet, Amazon, Airbnb, Expedia, McDonald's, Burger King et Papa John's, etc. Si leur affichage garantit des campagnes efficaces, elles ne sont que la partie émergée de l'iceberg. L'American Friends Service Committee (AFSC) maintient une liste plus complète des entreprises impliquées dans l'occupation de la Cisjordanie.

Parmi les cas particulièrement flagrants de complicité dans le processus de colonisation figure Caterpillar Inc., le géant de la construction, dont le bulldozer blindé D9 est fréquemment utilisé par l'armée israélienne pour détruire des maisons, des écoles et d'autres bâtiments palestiniens - ainsi que dans des attaques contre Gaza. En 2003, l'activiste américaine Rachel Corrie a été écrasée par l'un de ces bulldozers, « alors qu'elle tentait de défendre une maison palestinienne d'une démolition alors que la famille était encore à l'intérieur », selon l'AFSC.

Les pétroliers ExxonMobil Corporation et Valero ne sont pas en reste par rapport à Chevron, et fournissent sans relâche du carburant aux bombardiers israéliens. Motorola Solution Inc., l'entreprise de communications et de surveillance, fournit depuis longtemps la technologie de surveillance qu'Israël utilise pour surveiller les Palestiniens de Cisjordanie et sur les checkpoints de Gaza. La société de voyages et de tourisme TripAdvisor, quant à elle, est impliquée dans l'occupation d'une manière plus banale : comme Airbnb, elle fait office d'agent de réservation pour des propriétés dans des colonies et sur le plateau du Golan.

Selon le [Bureau des représentants américains au commerce](#), en 2022, les États-Unis ont exporté pour pas moins de 20 milliards de dollars de biens et services vers Israël - soit 13,3 % des importations totales de ce dernier. Israël a exporté pour 30,6 milliards de dollars vers les États-Unis, un chiffre qui représente 18,6 % de toutes ses exportations. Le commerce et les investissements américains en Israël jouent un rôle significatif dans son économie israélienne, et constituent potentiellement un levier majeur.

Si le projet de résolution onusienne pour un cessez-le-feu porté par Joe Biden semble marquer une première inflexion diplomatique, nul doute que de puissants acteurs n'ont guère intérêt à cette issue pacifique.

**Note :**

[1] Article originellement [publié par notre partenaire Jacobin sous le titre](#) : « The Obscene US Profiteering From Israeli War and Occupation ».